



Le Quimper socialiste

N° 12 - Juin 2008

Le journal des socialistes quimpérois



ÉDITO

Nous ne pouvions commencer ce numéro sans remercier tous les quimpérois qui ont donné à la liste de la gauche rassemblée, conduite par Bernard Poignant, une majorité claire aux municipales de mars dernier et qui ont élu les trois candidats socialistes aux cantonales, confortant la majorité de gauche dans le département.

Les élus socialistes et les militants du PS Quimper sont conscients de la valeur de la confiance accordée par les quimpérois et travaillent à ne pas décevoir vos espoirs.

Quant à ce journal, qui fêtera cette année ses quatre ans, les militants socialistes continueront à le distribuer quatre fois par an sur les marchés quimpérois et échanger avec vous sur les problématiques locales ou nationales, sur vos attentes, sur nos propositions.

Pour ce numéro, c'est la question essentielle du pouvoir d'achat qui est abordée avec les propositions concrètes des socialistes sur le sujet alors que les réponses du président de la république paraissent bien fades compte tenu de ses promesses. Vous y retrouverez aussi une interview du collectif droit d'asile de Quimper et des conseils de lecture pour cet été.

Bonne lecture...

Karim GHACHEM

LE POUVOIR D'ACHAT

Tout le monde s'accorde à dire qu'il y a un problème de pouvoir d'achat, plus fortement ressenti par les personnes les plus défavorisées.

Pour autant, agir pour un pouvoir d'achat, un pouvoir "d'acheter", pour se nourrir, se vêtir, se loger, se déplacer, se soigner, se divertir, ne peut procéder d'une action individuelle.

Les socialistes, avec l'ensemble des forces de progrès, l'ont réaffirmé sur la base de principes d'action et de protection des plus démunis face aux inégalités sociales et aux injustices.

Comment construire ce pouvoir d'achat, le préserver et si possible l'améliorer ?

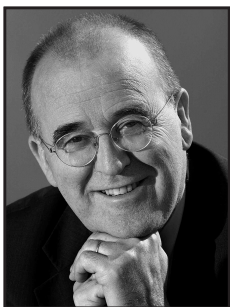
Cette construction passe d'abord par l'emploi avec un contrat de travail, par une sécurisation des parcours professionnels. Elle se réalise de façon solidaire pour permettre à l'ensemble de la population de vivre, de mieux vivre : ceux qui travaillent comme ceux qui sont à la recherche d'un emploi ou qui sont dans un projet d'activité, ceux qui sont retraités ou qui sont bénéficiaires d'une allocation ou prestation sociale au titre d'un salaire différé ou d'un fond de solidarité.

Suite page 3

Sommaire

Edito	p. 1
Le pouvoir d'achat	p. 1
Merci à tous, par Bernard Poignant	p. 2
Le Collectif Droit d'asile	p. 2
Jubilatoire, vous avez dit ?	p. 3
Le pouvoir d'achat (suite)	p. 3
Quimpérois, souviens-toi	p. 4
Lecture des plages	p. 4

Comité de rédaction : Karim Ghachem, Matthieu Stervinou, Laurent Lannuzel, Gisèle Bodollec, Sylvain Elies, Olivier Berthelot, Vincent Lefebvre, Fabrice Rohou.



Merci à tous

Merci à celles et ceux qui ont choisi la liste municipale que je conduisais au premier tour comme au second tour en mars dernier. Merci aussi à celles et ceux qui, tout en faisant un autre choix, ont participé avec passion et sincérité au

débat démocratique.

On m'a souvent parlé de mon retour. Les journalistes m'interrogeaient avec curiosité, je répondais sans vraiment les convaincre. Les préjugés ont la vie dure. En matière politique, un parcours d'engagement n'est pas une carrière programmée. C'est peut-être difficile à admettre ou à comprendre, mais je suis très heureux dans mes habits de maire comme je l'aurai été, pendant dix ans, dans mon costume de député européen.

L'équipe que je pilote est d'une extrême motivation ; enthousiaste et décidée. Au point que ma mission, outre de l'animer, pourrait être de freiner ses ardeurs. Mais je n'en ai pas envie. Vous serez les seuls juges de nos actions et décisions. A nous et à moi d'être à la hauteur de votre confiance.

Bernard POIGNANT

Maire de Quimper, député européen



Denise LE BARS nous parle du Collectif Droit d'Asile, par M. Stervinou

Quelle est la situation des sans-papiers aujourd'hui à Quimper ?

On constate deux types de situations. Les sans-papiers récemment arrivés, qui se sont fait connaître en Préfecture, sont en attente que leurs dossiers, retirés à la Préfecture de Région (Rennes), soient étudiés par l'OFPRA. Dans ce cas, ils sont suivis par le SCODA qui leur assure une mise à l'abri (une chambre d'hôtel...) et de petites aides financières ou tickets service. S'ils ne sont pas hébergés, c'est le cas des hommes célibataires, ils peuvent percevoir une allocation d'attente. Plus tard ils pourront peut-être être admis en CADA. Ils peuvent obtenir une adresse de domiciliation au CCAS de Quimper. Il existe aussi des sans-papiers qui vivent dans la clandestinité, parfois dans des conditions déplorables. Après avoir ciblé les grandes villes, les passeurs orientent maintenant les migrants vers des villes de taille moyenne. Nous pouvons en rencontrer tous les jours. Ils travaillent parmi nous, parfois en utilisant de faux papiers, avec la peur d'être expulsés dans leurs pays d'origine.

Depuis la circulaire de juin 2006, qu'est ce qui a changé ?

Beaucoup de sans-papiers sont sortis de l'ombre à ce moment-là. On parlait à l'époque de régulariser les sans-papiers dont les enfants étaient scolarisés. Malheureusement les régularisations ont été faites au cas

par cas. En déposant leur dossier à la préfecture, ils se sont identifiés auprès de l'administration facilitant leur reconduite à la frontière en cas de refus. Nous avons aidé une famille dans ces démarches, mais un jour elle a pris peur et a disparu du jour au lendemain.



Pouvez-vous nous parler des actions du Collectif Droit d'Asile ?

Le Collectif s'est créé en 2002 lorsque que nous avons constaté l'augmentation des demandeurs d'asile dans la région. En 2006, un appel au parrainage républicain a été lancé aux communes du Finistère Sud. La commune de Pluguffan a accepté et les premiers parrainages ont commencé. Un parrainage est réalisé entre un élu et/ou un citoyen et un sans-papier ou une famille. Il s'agit de suivre les dossiers, de les aider si besoin, et, suivant les affinités, de les accompagner dans d'autres domaines. Le Collectif se mobilise aussi afin d'alerter l'opinion publique ou pour défendre des dossiers... Il aide financièrement les demandeurs d'Asile pour le paiement de leurs frais d'avocat.

OFPRA : Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides

CADA: Centre d'accueil pour les Demandeurs d'Asile

SCODA: Service de coordination et d'orientation de la demande d'Asile

Jubilatoire, vous avez dit ?

Le gouvernement de Messieurs Sarkozy et Fillon est surprenant. Les ministres ont le sens du juste mot et une capacité de joie très forte. Ainsi, certains sont devenus experts dans la transformation de nouvelles moyennes, voire mauvaises, en excellentes nouvelles. Pour y arriver, il faut d'ailleurs travailler toujours plus !

Ainsi, le 15 mai 2008, nous avons eu le droit d'entendre cette déclaration historique de Madame LAGARDE, ministre des Finances et à l'Économie : *"Vous accueillez ce matin un ministre de l'Économie qui se réjouit et qui jubile"*.

Après une telle envolée, chacun se dit que les problèmes de la France sont réglés ou que, pour le moins, un problème majeur est résolu comme le retour du plein emploi, la disparition des phénomènes de précarité ou le pouvoir d'achat en forte hausse...

Mais non, rassurons-nous ! il reste encore du travail. Madame la Ministre se réjouit que la croissance française atteigne les 2,1 % du Produit Intérieur Brut en 2007. La jubilation n'est pas due aux bons résultats, mais au fait d'avoir évité le pire... Les réjouissances ne sont pas dues au fait que le gouvernement avait annoncé 2,5 % de croissance lors de l'élaboration du budget 2007...

Jeu-concours : si la croissance avait été de 3 % (je suis d'un naturel optimiste), quels mots auraient pu être utilisés par Madame LAGARDE pour qualifier cette situation ?

Sylvain Elies



LE POUVOIR D'ACHAT (suite)

Pendant la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy a fait du pouvoir d'achat l'un de ses thèmes clés, si ce n'est le principal. Son *"travailler plus"* n'a eu d'écho que parce qu'il devait procurer un *"gagner plus"*. De surcroît, il a osé dire que les *"caisses étaient vides"*, après avoir constaté les effets des dispositions de la loi *"TEPA"*, votée par les dirigeants et les élus de *"l'UMP"*. Cette loi, intitulée en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, était la mise en œuvre des promesses faites par le candidat Nicolas Sarkozy : *"le paquet fiscal"*. Sans reprendre l'ensemble des critiques, tant par les syndicats que par les partis politiques, les écologistes et les différentes forces de progrès, il faut souligner tout au moins trois aspects de cette loi : les mesures, non seulement ont un coût, sont injustes et inefficaces sur le pouvoir d'achat et l'emploi.

Les socialistes ont démontré et font des propositions pour redonner du pouvoir d'achat, face à l'inflation :

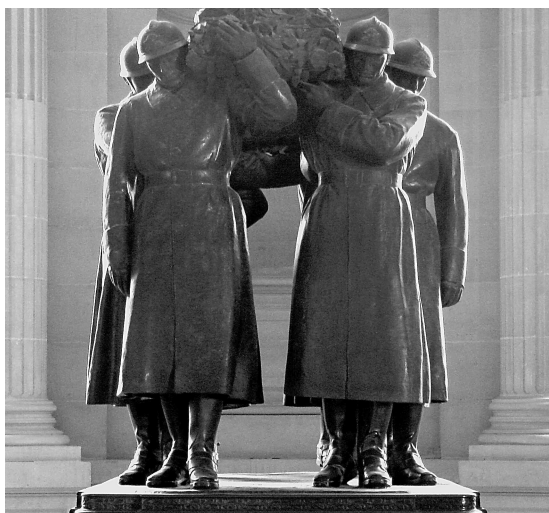
- ◆ réduire le taux de TVA sur les produits de première nécessité (pain, produits laitiers, fruits et légumes) ;
- ◆ mettre en œuvre le chèque transport destiné à tous les salariés qui utilisent leur véhicule pour se rendre au travail pour compenser le prix du carburant ;
- ◆ augmenter de 50 % la prime pour l'emploi ;
- ◆ geler le prix du gaz et établir la TIPP flottante afin de lisser les hausses continues du prix du pétrole ;
- ◆ prioriser le logement social et annuler les niches fiscales ;
- ◆ revaloriser immédiatement les petites retraites ;
- ◆ lancer un plan de rattrapage des traitements dans la fonction publique ;
- ◆ organiser une conférence sur les salaires pour augmenter le Smic et les rémunérations en liant l'exonération des cotisations sociales pour les entreprises à l'augmentation des salaires. Cette conférence doit s'inscrire dans le cadre de la conférence annuelle sur les revenus entre l'État et les partenaires sociaux ;
- ◆ instaurer un malus pour les entreprises qui abusent du travail à temps partiel et des emplois précaires ;
- ◆ responsabiliser les organismes de crédits face aux abus bancaires dans la spirale du surendettement ;

Et en complément de ces mesures :

- ◆ abroger la taxe sur les malades (franchises médicales) ;
- ◆ maintenir l'exonération de la redevance TV pour les personnes âgées aux revenus modestes.

Laurent Lannuzel

Quimpérois, souviens-toi



A l'heure où la France enterre son dernier Poilu, souvenons-nous de tous ces jeunes gens partis "la fleur aux fusils" qui ont connu l'enfer des tranchées. Henri Jacquelin était de cela. Après de brillantes études à Dijon puis à Paris, il devint professeur. Pour son deuxième poste, il fut nommé au Lycée La Tour d'Auvergne à Quimper. A l'âge de 28 ans, porté par des valeurs humanistes, il s'investit en politique. A la tête de la "liste républicaine libérale et action sociale", composée de socialistes et de radicaux, il devint maire de Quimper en 1912. Deux ans après, lassé par des querelles partisans, il démissionnait de ses fonctions sans regret, l'essentiel de son programme étant mis en chantier.

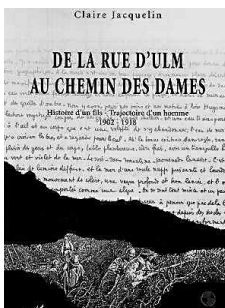
Voici un extrait de la lettre qu'Henri Jacquelin écrit à son père le 2 avril 1914 : "Songe que tout notre programme est en réalisation : l'École professionnelle est achevée, la maternité est en train, je viens de faire voter trente mille francs pour l'établissement d'une crèche, nous avons restauré l'hôpital, dégrevé tous les pauvres diables, prêté plus de cinquante mille francs pour les habitations à bon marché, j'espère que d'ici huit jours la Compagnie du Gaz aura enfin baissé ses prix. Nous avons ouvert deux parcs, il ne restait plus que l'égout et les cantines scolaires."

La quiétude de sa vie quimpéroise fut bouleversée par la mobilisation générale décrétée le 1er août 1914 : Henri Jacquelin s'engagea comme simple soldat avec "ses Bretons" qu'il aimait tant. Il fut de tous les combats : la Marne, la Somme, l'Aisne, le Plémont, le Chemin des Dames et la Champagne où il fut tué un mois et demi avant la fin de la Guerre. Claire Jacquelin vous propose de suivre le parcours de cet homme dans la "Grande Guerre". Son livre, paru en 2000 aux Editions L'Harmattan, s'intitule "*De la rue d'Ulm au Chemin des Dames*".



A la Mairie de Quimper, vous apercevrez le nom de Henri Jacquelin ainsi que celui de tous ses compagnons d'infortune des 118^e et 318^e Régiments d'Infanterie gravé sur une plaque commémorative. Ces soldats ne vivent plus aujourd'hui qu'à travers nos souvenirs, alors ne les oublions pas !

Matthieu Stervinou



Lecture des plages

Sommes-nous des paresseux ?

Auteur : Guillaume DUVAL



Rédacteur en chef d'*Alternatives Economiques*, Guillaume DUVAL prend le temps de répondre à près de 30 questions en utilisant les chiffres officiels, en citant ses sources et en y ajoutant la vision d'expert économique qui est la sienne.

Pêle-mêle, il n'hésite pas à soulever tous les tabous de la société française : temps de travail, immigration, l'école, les inégalités, l'avenir des retraites. Argumentant point par point, sans se contenter de fausses vérités, il fait le bilan de notre société, trace des perspectives et évalue la réalité de la situation de notre pays. N'hésitant pas à jouer de la comparaison avec nos partenaires européens ou avec des pays comparables à l'échelle internationale, il réduit à néant des conceptions affirmées mais jamais argumentées de nombre de responsables politiques ou des médias.

Usant d'un langage accessible, c'est avec rigueur que Guillaume DUVAL nous amène à réfléchir à notre société et surtout à son avenir...

A lire d'urgence.

Sylvain Elies

ADHÉRER ! SOUTENIR !

Nom : Prénom :

Adresse :

Tél : Courriel :

Je désire adhérer au Parti Socialiste : OUI NON - Je désire faire un don de : (chèque à l'ordre de l'ADFFFPS)

Coupon à renvoyer à PS Quimper, 26 B, rue Aristide-Briand, 29000 Quimper ou à section.socialiste.quimper@gmail.com